



## Historique

Point focal pour toute question relative au secteur maritime à Luxembourg, le Commissariat aux affaires maritimes est en charge d'un certain nombre de fonctions statutaires définies dans l'Acte Maritime de 1990. Pendant 30 ans, l'aventure maritime luxembourgeoise a connu un succès remarquable et le Grand-Duché propose aujourd'hui des solutions simples mais efficaces face à la complexité des activités liées au secteur maritime et il offre son expertise aux opérateurs du domaine de la marine marchande, et de la grande plaisance commerciale.

Le CAM est l'autorité de tutelle et fournit, en même temps, des services pour lesquels la qualité et l'efficacité sont des attributs fondamentaux. C'est pour cette raison que dès 2001, le Commissariat aux affaires maritimes a mis en place un système de gestion de la qualité (ISO 9001).

## **Mission** *(telle que présentée dans l'accord de coalition 2018 – 2023)*

Dans le secteur maritime, les procédures seront simplifiées pour rendre le Luxembourg plus attractif pour les armateurs et les autres investisseurs potentiels de ce secteur. Certaines compétences de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA en ce qui concerne l'inscription des navires et des hypothèques maritimes seront ainsi attribuées au Commissariat aux affaires maritimes.

La législation maritime sera modernisée, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention du travail maritime, et complétée afin de maintenir un registre maritime compétitif et de qualité respectant les standards internationaux en matière sociale et de sécurité environnementale et technique. Les taxes d'immatriculation seront revues pour introduire le concept du « green shipping ».

La législation relative à la navigation de plaisance sera revue pour mettre en œuvre le concept de la navigation de plaisance locative.

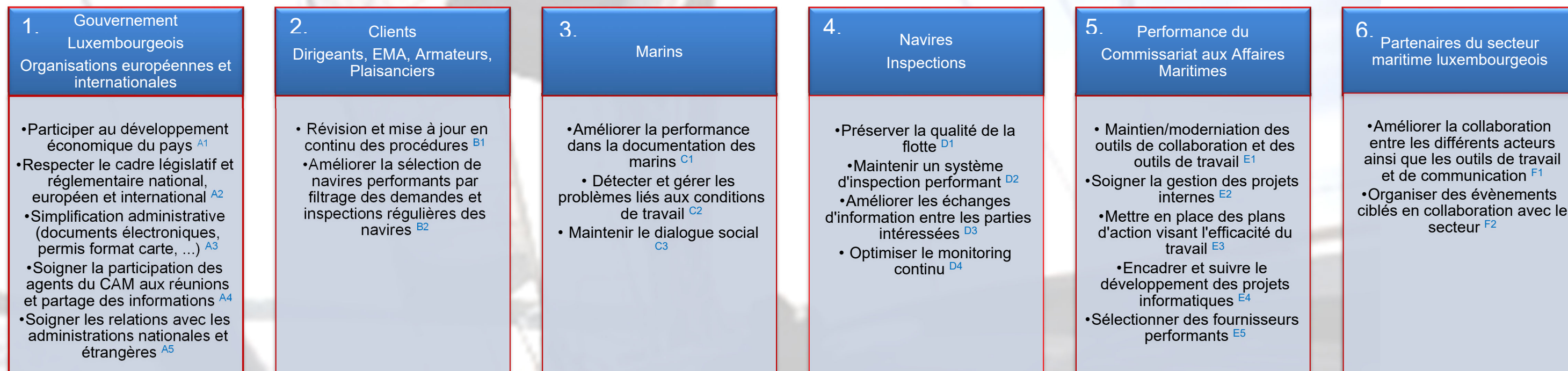
## Vision

**Horizon 2023** : Assurer la position du CAM comme partenaire apprécié par les clients et respecté par les parties intéressées dans le domaine maritime aussi bien à Luxembourg qu'à l'étranger.

# Notre politique qualité - Nos objectifs

*Des navires de qualité dans un registre de qualité*

CONTEXTE



## ENGAGEMENT

Ce plan stratégique nous permet de définir les axes de priorités qui seront suivis aussi bien par le Commissaire du Gouvernement et par l'ensemble du personnel du Commissariat aux Affaires Maritimes pour assurer un service de qualité aux clients armateurs et autres partenaires du secteur maritime Luxembourgeois

## DEVELOPPEMENT

Nous continuerons à perfectionner les procédures et adapter nos outils afin de suivre au plus près les besoins et les attentes du secteur de la part d'une administration moderne et performante. Une attention particulière sera attribuée à la simplification administrative de nos démarches et au développement continu du professionnalisme et de l'expertise des collaborateurs du CAM.

## RESSOURCES

L'administration devra disposer des ressources requises, tant en moyens budgétaires qu'en ressources humaines pour exécuter les missions lui attribuées dans le cadre du développement économique national. Il en va de même pour pouvoir garantir la satisfaction de nos clients.



### **Le registre maritime n'est pas une fin en soi**

Il fait partie intégrante de la politique du Gouvernement luxembourgeois en ce qui concerne le développement et la diversification de l'économie nationale, le but premier n'étant pas de compter un maximum de navires au registre, mais plutôt d'attirer de la "substance" (investissements, emplois, activités économiques liées ...) au pays.

Les missions sont en constante et dynamique évolution et comme l'utilisation parcimonieuse des ressources budgétaires reste une priorité du gouvernement, l'administration maritime se doit d'utiliser les moyens (budgétaires, matériels et en personnel) mis à sa disposition plus efficacement possible.

Afin de préserver l'attractivité du registre maritime luxembourgeois, nous devons continuer à revoir et perfectionner nos procédures et adapter nos services aux besoins et des armateurs-clients, le tout bien entendu en respectant le cadre législatif et réglementaire national, européen et international. Pour cela, l'administration maritime luxembourgeoise devra continuer à se remettre en question, s'adapter, améliorer les services proposés tout comme les communications avec les armateurs.

Les efforts fournis ces dernières années pour préparer les navires aux contrôles portuaires commencent aujourd'hui à porter leurs fruits et les classements émis par le Paris MOU et d'autres organisations se sont nettement améliorés et dans le tableau de performance des registres maritimes publié par la Chambre Maritime Internationale (ICS) tous les voyants sont au vert en ce qui concerne le Luxembourg.

L'objectif principal du CAM restera "Une (des) flotte(s) de qualité dans un (des) registres de qualité", celui-ci ne sera atteint que si la flotte est encadrée par une équipe efficace et homogène au sein d'une administration répondant à des strictes normes de qualité.